

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 FÉVRIER 1912.

Proposition de loi accordant des primes aux caisses mutualistes de réassurance contre la maladie et l'invalidité prématurée (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. GENDEBIEN.

MESSIEURS.

La proposition de loi qui nous est soumise n'a pas la prétention, dans l'idée de ses auteurs même, de donner une solution définitive à la question si importante de l'assurance contre la maladie prolongée et l'invalidité prématurée. Elle a pour but de consacrer, par un texte de loi, les encouragements donnés actuellement à cette forme d'assurance.

Le mouvement qui, en Belgique, s'est dessiné depuis quelques années en faveur de la mutualité, a pris une extension que ses partisans les plus fidèles n'auraient osé envisager au début. Les sociétés mutuelles de toute espèce et garantissant les risques les plus variés ont vu le jour et se sont développées jusque dans les villages et hameaux qui semblaient les plus réfractaires à l'idée de l'assurance organisée par les intéressés en toute indépendance et sous leur responsabilité exclusive. Si, au début, les progrès de la mutualité contre la maladie ont été peu sensibles, tout le monde reconnaît que depuis quelques années ils ont été rapides et le mouvement gagne chaque jour en intensité. Chose remarquable, ces mutualités se sont constituées et ont prospéré sans le secours pécuniaire de l'État, sauf un léger subside destiné à couvrir les frais de premier établissement et une indemnité annuelle insignifiante de 25 francs pour frais d'écriture. En dehors de cette aide minime, ce sont les cotisations des membres actifs et les générosités des membres honoraires qui couvrent tous les risques de la maladie pendant les trois ou six premiers mois.

Mais les promoteurs de ces sociétés ont bien vite reconnu que les mutualités

(1) Proposition de loi, n° 38 (session de 1908-1909).

(2) La section centrale, présidée par M. Harnuignie, était composée de MM. Maenhaut, Helleputte, Pirmez, Victor Delporte, Denis et Gendebien.

primaires ou locales n'étendent pas assez loin la couverture du risque. Il fallait de toute nécessité venir en aide aux victimes des maladies dépassant les trois ou six mois endéans lesquels ils recevaient des secours de leur mutualité. De timides essais ont été faits en ce sens, essais infructueux bien souvent et cela pour de nombreux motifs : les risques des longues maladies étaient inconnus, les statistiques faisaient défaut, les groupements trop réduits ne comportaient pas l'application de la loi des grands nombres ; les intéressés eux-mêmes manquaient de confiance et les promoteurs d'expérience. Les plus intrépides réussirent néanmoins à grouper des mutualités locales en caisses de réassurance ; mais bientôt celles-ci finissaient dans la ruine.

Malgré ces échecs partiels, l'idée de prolonger l'indemnité au delà du temps de ce qu'on appelait les courtes maladies, faisait son chemin et trouvait de nouveaux et nombreux adeptes. Les congrès des mutualités étudièrent la question, les intéressés s'en occupèrent, et on aboutit à la solution souvent mise en pratique en Belgique : Obtenir l'aide pécuniaire du Gouvernement.

On arriva ainsi à l'arrêté royal du 31 décembre 1903 qui attribua un crédit de 110,000 francs aux caisses de réassurance. Mais si la voie des subsides était ouverte, les caisses dites de réassurance ne purent y toucher : les subsides ainsi octroyés étaient accordés à dépôt réservé, et la libre disposition en est subordonnée à l'amélioration et à la prolongation des services des caisses bénéficiaires.

Ce n'est qu'en 1906 que le ministre de l'Industrie et du Travail, M. Francotte, fit un pas de plus dans la voie si féconde des encouragements à accorder aux caisses de réassurance.

Désormais celles-ci toucheront des allocations annuelles proportionnées aux charges qu'elles assument elles-mêmes.

Tandis que les études se poursuivaient, les idées prirent de l'ampleur, le cadre de la réassurance allait s'élargissant et on s'aperçut bientôt que ce n'est pas seulement aux victimes de la maladie prolongée qu'il fallait songer uniquement, mais encore aux malheureux frappés d'invalidité prématurée permanente. L'idée de la réassurance intégrale vit ainsi le jour et on ne se contenta plus de prolonger les secours pendant deux ou cinq ans, mais les plus hardis poussèrent le principe de la réassurance jusque dans ses dernières limites. C'est ainsi que, actuellement presque toutes les caisses fédérales assurent des indemnités à leurs membres jusqu'à la fin de la cause qui y donnent lieu, maladie prolongée ou invalidité prématurée avec la seule limite de l'âge. On a reculé cette limite jusqu'à l'âge de 65 ans, époque à laquelle la vieillesse a commencé pour le plus grand nombre et qui est garantie par une assurance spéciale du ressort des caisses de pension. Tenant compte des charges ainsi assumées par les caisses fédérales, le département de l'Industrie et du Travail octroie des subsides différentiels proportionnés à la durée pendant laquelle les secours sont assurés aux membres réassurés. En effet, suivant la circulaire ministérielle du 22 décembre 1906, le subside alloué est de fr. 0.20 par franc versé pour les caisses fédérales réassurant les membres pendant deux ans ; il monte à fr. 0.40 par franc versé pour les caisses prolon-

geant les indemnités pendant cinq ans; et à fr. 0.60 pour celles organisant le service jusqu'à la fin de la maladie ou jusqu'à l'âge de 65 ans.

On pourrait objecter que ce barème ne favorise pas suffisamment les caisses fédérales organisant la réassurance intégrale et que la marge entre fr. 0.40 et fr. 0.60 est trop peu sensible, vu la grande différence des charges assumées. Cette objection est assurément fondée; cependant il faut remarquer que le subside est également basé sur les cotisations des membres et comme celles-ci sont plus importantes dans les réassurances de la dernière forme que dans les deux autres, le subside croît en importance également, car non seulement le taux mais encore la base est plus large.

Dans les développements de leur proposition, les auteurs ont parfaitement mis ce point en lumière.

Ce qu'ils demandent en ce moment c'est de consacrer par la loi, afin de le mettre à l'abri des vicissitudes administratives et budgétaires, le système des primes organisé par la circulaire ministérielle de 1906 et ce dans toute sa plénitude.

En effet, les résultats obtenus ont été remarquables : non seulement les caisses fédérales ont plus que doublé, mais le nombre des réassurés a triplé en quelques années. Il s'agit de ne pas perdre le fruit de ce travail par l'insécurité où vivent les fédérations actuellement; ils s'agit de donner aux subsides la stabilité qui leur manque actuellement, si l'on veut rendre efficace la propagande des mutuellistes. Qu'on ne nous dise pas que l'ouvrier se désintéresse de la question et qu'il n'entre que contraint et forcé dans les mutualités de maladie ou d'accident et dans les caisses de réassurance.

Pareille objection est le contrepied de la réalité. L'ouvrier se préoccupe au contraire vivement des risques de la maladie et notamment des maladies prolongées; c'est avec une véritable terreur qu'il envisage les conséquences redoutables et pour lui et pour les siens, de l'invalidité prématurée. N'en connaissons nous pas de ces affections qui ne finissent qu'avec la mort des malheureux qui en sont atteints et qui accompagnent l'humanité dans sa course à travers les âges! Hélas! oui, nous pouvons citer les maladies nerveuses, la cécité, la surdité, le cancer, la tuberculose, l'asthme, les affections du cœur, du foie, de l'estomac, la paralysie, etc.

S'il est vrai que le mouvement en faveur des mutualités de maladie et des caisses de réassurance a été plus difficile à promouvoir, il faut en chercher la cause dans le fait que l'esprit de prévoyance n'a pas encore pénétré suffisamment les masses populaires; abandonnées à leurs propres moyens, elles ont pu croire légitimement que l'effort demandé était au-dessus de leurs forces; mais du moment où les pouvoirs publics s'en sont occupés et qu'ils sont venus pécuniairement à leurs secours, on a vu le mouvement s'accroître et les chiffres des nouvelles recrues de ces dernières années sont des plus encourageants.

Voici un tableau qui montrera depuis leur origine les progrès des caisses fédérales de réassurance et d'invalidité ainsi que les services qu'elles ont rendus :

ANNÉES.	ASSOCIATIONS		Affiliés.	Sociétaires indemnités.	Journées indemnités.	Indemnités payées.	Subsides accordés.
	existantes.	ayant donné des comptes complets.					
1906. . .	42	32	62,921	640	128,444	116,805.17	39,164.00
1907. . .	50	59	85,693	715	144,472 1/2	134,061.51	69,739.00
1908. . .	58	46	108,622	1,002	191,647 3/4	176,866.48	97,386.59
1909. . .	67	55	137,942	1,499	290,846 1/2	264,087.83	135,388.47
1910 (1). .	74	64	195,028	2,172	428,481	395,037.77	180,000.00

Si les versements à la Caisse de retraite n'avaient pas été subsidiés depuis 1900 et quelques années plus tôt grâce à un crédit spécial inscrit à cet effet au budget, il est hors de doute que les succès de l'assurance contre la vieillesse n'auraient pas été si importants qu'ils le sont, car il ne faut pas oublier, en effet, combien il est peu aisé d'obtenir des sacrifices immédiats pour des avantages reculés et aléatoires.

Ce qui fait l'appât des caisses de pension constitue aussi l'encouragement à l'affiliation aux mutualités de maladie et aux caisses de réassurance. Cela sera vrai surtout le jour où l'octroi des subsides ne dépendra plus des disponibilités du budget ou de la sympathie plus ou moins grande des ministres.

Nous estimons qu'entourées des mêmes conditions de sécurité et de stabilité, les caisses de maladie et de réassurance se développeront plus rapidement encore que les caisses de retraite, et cela pour un motif bien simple : C'est que les risques garantis par celles-là sont moins aléatoires, moins éloignés, plus palpables, plus généraux que ceux de la vieillesse.

L'expérience des pays voisins; comme l'Allemagne, nous le prouve et notre simple observation nous dit que les individus pris dans leur généralité et les travailleurs en particulier sont bien plus exposés à la maladie et à l'invalidité prématurée qu'à la vieillesse. D'après les statistiques les plus récentes, il n'y a guère que 6 p. c. des Belges qui aient l'âge de 65 ans, tandis que rares sont ceux qui après une longue carrière, peuvent se vanter d'avoir échappé à la maladie.

Nous n'hésitons pas à dire que le risque le plus fréquent et le plus à craindre pour l'ouvrier, c'est la maladie, notamment la maladie qui se prolonge au delà du terme fixé pour les secours octroyés par une société primaire ou locale.

Ce qui guette ensuite l'ouvrier, c'est l'incapacité totale ou partielle qui le frappe au moment où il a besoin du travail de ses mains pour nourrir sa famille. Abandonné à lui-même, il n'a d'autre ressource que de recourir à la charité

(1) Les chiffres afférents à l'année 1910 sont encore susceptibles de correction, mais dans une faible mesure.

publique ou privée. Mais, s'il a pu trouver sur sa route une caisse de réassurance qui lui octroie une indemnité journalière, pour tout le temps que durent ses infirmités, quel bonheur pour lui de ne pas être obligé de tendre la main et de ne devoir sa subsistance qu'à son esprit de prévoyance et de solidarité !

Le risque vieillesse ne vient donc qu'en troisième lieu, mais si les législateurs de tous les pays se sont émus plus vivement à la vue des souffrances et des privations des vieillards, c'est que bien souvent on a confondu la vieillesse avec l'invalidité prématurée. C'est pour être tombée dans cette erreur que l'Allemagne voit ses charges d'assurances sociales augmenter dans des proportions formidables, à tel point qu'elle songe sérieusement à réorganiser tout son système ; et l'Angleterre n'évitera les mêmes conséquences que grâce à la loi votée récemment par les communes sur la maladie et l'invalidité prématurée et présentée par le Ministre Lloyd George.

Profitons donc des leçons de l'étranger et organisons sérieusement la lutte contre les risques de la maladie prolongée et de l'invalidité prématurée. Le projet de loi qui nous est soumis en est une nouvelle étape, un nouveau stade.

Il ne préjuge en rien l'avenir, il consolide ce qui existe, donne confiance et sécurité aux intéressés, et à ce titre il mérite de fixer notre attention. Le vote de ce projet constituera un progrès sérieux et produira des résultats dont nous pourrons un jour nous montrer fiers.

EXAMEN PAR LES SECTIONS.

Cet examen a eu lieu le 19 mai 1909.

1^{re} section : La proposition est adoptée à l'unanimité.

2^e section : Tout en rendant hommage au principe même de la proposition de loi, un membre estime qu'il est prématuré et imprudent de consacrer par une loi ce qui se fait déjà actuellement.

La proposition est rejetée par 2 non contre 1 oui et une abstention.

3^e section : Un membre fait la même observation que ci-dessus, quant à l'opportunité de la proposition.

Adoptée par 3 oui contre 1 non et une abstention.

4^e section : Adopté à l'unanimité, semble-t-il.

5^e section : La plupart des membres estiment que la proposition marque un grand progrès dans la législation sociale. Un membre estime qu'elle est insuffisante quant à l'invalidité prématurée. Il voudrait l'assurance obligatoire avec participation du patron.

Adopté à l'unanimité.

6^e section : Adopté à l'unanimité.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

En Section centrale, un membre se déclare partisan de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité prématurée.

Un membre estime que les fédérations de mutualités qui ont obtenu la reconnaissance ne devraient être composées que de mutualités reconnues, elles aussi, de manière qu'il soit possible de contrôler leur gestion.

Des membres de la Section, enfin, ont fait remarquer combien était regrettable la mesure prise par la Députation permanente du Hainaut de refuser tous subsides aux fédérations qui accorderont des secours aux malades entrés dans une mutualité fédérée après l'âge de 35 ans.

Le Rapporteur,

LÉON GENDEBIEN.

Le Président,

ALF. HARMIGNIE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 FEBRUARI 1912.

Wetsvoorstel houdende toekenning van premïën aan de onderlinge kassen voor
herv verzekering tegen ziekte en voorbarlge invaliditeit (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER GENEDBIEN.

MIJNE HEEREN,

Het ligt niet in de bedoeling van de ondertekenaars van dit wetsvoorstel, het zoo gewichtig vraagstuk der verzekering tegen de langdurige ziekte en de voorbarige invaliditeit voorgoed op te lossen door dit voorstel. Het beoogde doel is, de aan dit soort van verzekering verstrekte aanmoedigingen te bestendigen door eene wet.

Sedert enkele jaren heeft in België de strooming ten gunste der mutualiteit in zulke mate toegenomen, dat de meest getrouwe aanhangers daarvan zulks bij den aanvang niet hadden durven voorzien. De maatschappijen van onderlingen bijstand van allerlei aard en voor de meest uiteenlopende zaken kwamen tot stand en breidden zich uit tot in de dorpen en gehuchten welke het meest weerbarstig schenen tegen het denkbeeld van de verzekering, door de belanghebbenden in volle vrijheid en uitsluitend onder hunne verantwoordelijkheid ingericht. Was, in den beginne, de vooruitgang der maatschappijen van onderlingen bijstand tegen ziekte weinig aanzienlijk, dan toch zal iedereen bekennen dat hij sedert enkele jaren snel toenam en steeds grooter werd. Bemerkenwaardig is het, dat deze mutualiteiten tot stand kwamen en bloeiden zonder dat de Staat haar steunde door toelagen : zij bekomen enkel eene geringe tegemoetkoming om de kosten van eerste inrichting te dekken en eene onbeduidende jaarlijksche toelage van 25 frank voor de kosten van schrijfwerk. Buiten dezen geringen steun wordt gansch deze verzekering tegen ziekte gedurende de eerste drie of zes maanden gedekt door de bijdragen van de werkende leden en door de stortingen van de eereleden.

(1) Wetsvoorstel, nr 38 (zittingsjaar 1908-1909).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Harmignie, was samengesteld uit de heeren Maenhaut, Helleputte, Pirmez, Victor Delporte, Denis en Gendebien.

Zij die deze maatschappijen in het leven riepen, bevonden echter weldra dat, bij de alleenstaande of plaatselijke mutualiteiten, de verzekering tegen ziekte van te korten duur was. Men moest noodzakelijkerwijs ter hulp komen aan de leden wier ziekte langer duurde dan drie of zes maanden gedurende welke de mutualiteit hun onderstand verleende. Schuchtere proefnemingen werden in dien zin gedaan; niet zelden bleven zij vruchteloos, en wel om verschillende redenen: verzekering tegen langdurige ziekte was ongekend, hieromtrent waren er geen statistieken; daar het aantal leden der maatschappijen te gering was, kon men de wet der groote getallen niet toepassen; de belanghebbenden zelf hadden geen vertrouwen en de oprichters geen ondervinding. Niettemin slaagden de dappersten er in, plaatselijke mutualiteiten te vereenigen in herverzekeringskassen; doch aldra gingen deze laatste te niet.

Ondanks deze gedeeltelijke tegenslagen vond de door velen vooruitgezette gedachte om de vergoeding verder uit te strekken dan tot wat men noemde de kortstondige ziekten, meer ingang, alsmede nieuwe en talrijke aanhangers. Op de congressen der mutualiteiten werd het vraagstuk onderzocht, de belanghebbenden hielden er zich mede bezig, en men kwam tot de in België vaak in practijk gestelde oplossing: het bekomen van den geldelijken steun der Regeering.

Onder die omstandigheden werd, bij koninklijk besluit van 31 December 1903, een krediet van 110,000 frank toegestaan aan de herverzekeringskassen. Werd de weg tot de toelagen aldus geopend, de zoogenaamde herverzekeringskassen konden ze niet trekken: de aldus toegekende toelagen waren mits voorbehoud verleend en daarover kan men slechts vrijelijk beschikken mits verbetering en verlenging van de diensten der rechthabende kassen.

Slechts in 1906 deed de Minister van Nijverheid en Arbeid, de heer Francotte, een stap verder op het zoo heilzaam gebied der aanmoedigingen, aan de herverzekeringskassen te verstrekken.

Voortaan zullen deze laatste toelagen bekomen naar evenredigheid van de lasten welke zij op zich nemen.

De studiën werden voortgezet, de denkbeelden werden ruimer, het gebied der herverzekering breidde zich uit en weldra zag men in, dat moest worden gedacht niet alleen aan de slachtoffers van langdurige ziekte, doch ook aan de ongelukkigen die zijn getroffen door voortdurende voorbarige invaliditeit. Aldus kwam het denkbeeld van de algeheele herverzekering tot stand: men bepaalde er zich niet meer bij, onderstand te verleen en gedurende twee of vijf jaren, doch de stoutmoedigsten pasten het beginsel der herverzekering toe tot het uiterste, derwijze dat thans schier al de bondskassen aan hunne leden vergoeding verleen en, zoolang de oorzaak, welke daartoe aanleiding gaf, langdurige ziekte of voorbarige invaliditeit, bestaat: de eenige beperking is die wegens leeftijd. Men heeft de ouderdomsgrens bepaald op 65 jaar, leeftijd waarop meest allen bejaarde lieden beginnen te worden, en waarvoor eene bijzondere verzekering bestaat, behoorende tot het gebied van de

pensioenkassen. Het Departement van Nijverheid en Arbeid, rekening houdende met de door de bondskassen aldus op zich genomen lasten, verleent toelagen van verschillend bedrag naar evenredigheid van den duur gedurende welken onderstand wordt verstrekt aan de herverzekerde leden. Naar luid van den ministerieelen omzendbrief van 22 December 1906, bedraagt de toegekende toelage fr. 0.20 per frank gestort voor de bondskassen welke de leden gedurende twee jaren herverzekeren; de toelage stijgt tot op fr. 0.40 voor elken gestorten frank voor de kassen welke de vergoedingen gedurende vijf jaren uitbetalen; tot op fr. 0.60 voor die welke de vergoedingen uitbetalen tot het einde der ziekte of tot den leeftijd van 65 jaar.

Daartegen zou men kunnen aanvoeren dat deze schaal niet op voldoende wijze bevordert de bondskassen, welke de algeheele herverzekering inrichten, en dat het verschil tusschen fr. 0.40 en fr. 0.60 niet aanzienlijk genoeg is ten aanzien van het groot verschil tusschen de op zich genomen lasten. Dit bezwaar is zeker gegrond; niettemin dient men op te merken dat de toelage ook steunt op de bijdragen der leden, en, vermits deze bijdragen aanzienlijker zijn in de laatst gemelde herverzekeringen dan in de beide andere, wordt de toelage insgelijks aanzienlijker; immers, niet alleen het bedrag, maar ook de grondslag is ruimer.

In de toelichting van hun voorstel hebben de onderteekenaars dit punt duidelijk uiteengezet.

Thans vragen zij dat het bij ministerieelen omzendbrief van 1906 gehuldigde premiënstelsel ten volle zou worden bestendigd door de wet, opdat het niet zou afhangen van de veranderingen die in het bestuur en in de begrooting kunnen voorkomen.

Immers, op merkwaardige uitslagen mag men wijzen: niet alleen is het getal der bondskassen meer dan verdubbeld, ook het getal der herverzekerden is op den tijd van enkele jaren verdrievoudigd. Het behoort dat de vruchten van dit werk niet te loor gaan door de onzekerheid waarin de bonden thans verkeerden; wil men de propagande der mutualisten doeltreffend maken, dan moet men de toelagen bestendigen, thans zijn ze niet bestendig. Men zegge ons niet dat de werkman zich het vraagstuk niet aantrekt en slechts uit nood en dwang lid wordt van de mutualiteiten tegen ziekte of ongeval en van de herverzekeringskassen.

Dit gezegde is in strijd met de werkelijke toestanden. De werkman bekomert zich ten eerste om de verzekering tegen ziekte, inzonderheid tegen langdurige ziekte; met schrik gaat hij na welke geduchte gevolgen de voorbarige invaliditeit hebben kan voor hem en voor de leden van zijn gezin. Wij weten immers dat sommige ziekten slechts eindigen met den dood der ongelukkigen, die daardoor zijn aangetast, en het menschedom vergezellen door den loop der eeuwen heen. Eilaas! zoo is het wel gelegen en wij kunnen wijzen op de zenuwziekten, de blindheid, de doofheid, den kanker, de tuberculose, de aamborstigheid, de hart-, lever- en maagziekten, de lamheid, enz.

Kon men de strooming ten gunste van de mutualiteiten tegen ziekte en

van de herverzekeringskassen min gemakkelijk in het leven roepen, dan moet de oorzaak daarvan worden gevonden in het feit dat de geest van voorzorg nog niet voldoende bij het volk is doorgedrongen; aan zijne eigen krachten overgelaten, kon het volk terecht meenen dat de vereischte poging zijne krachten te boven ging; zoodra echter de openbare machten zich de zaak aantrokken en haar door toelagen steunde, breidde de strooming zich uit: het getal van in de jongste jaren aangeworven leden is zeer aanmoedigend.

Uit de volgende tabel blijkt in welke mate de bonden tot herverzekering en invaliditeit zijn vooruitgegaan van af hun ontstaan en welke diensten zij hebben bewezen:

JAAR.	VEREENIGINGEN		Leden.	Leden die vergoedingen trokken.	Vergoede dagen.	Uitbetaalde vergoedingen.	Verleende toelagen.
	die bestaan.	die volledige rekeningen overlegden.					
1906. . .	42	32	62,921	640	128,444	116,803.17	39,164.00
1907. . .	50	39	85,693	715	144,472 1/2	134,061.51	69,759.00
1908. . .	58	46	108,622	1,002	191,647 3/4	176,866.48	97,386.59
1909. . .	67	55	137,942	1,499	290,846 1/2	264,087.83	135,388.47
1910 (1). .	74	64	195,028	2,172	428,481	395,037.77	180,000.00

Indien de stortingen ter Lijfrentekas geen toelagen hadden gekregen sedert 1900 en eenige jaren vroeger, dank aan een bijzonder krediet, daartoe op de begrooting nitgetrokken, vast en zeker ware de bijval van de verzekering tegen den ouden dag niet zoo aanzienlijk geweest als thans het geval is; inderdaad, er dient niet vergeten hoe moeilijk het is, onmiddellijke opofferingen te bekomen voor verafgelegen en twijfelachtige voordeelen.

Wat het lokaas is voor de pensioenkas is ook eene aanmoediging tot de aansluiting bij de maatschappijen van onderlingen bijstand ingeval van ziekte en bij herverzekeringskassen. Dat zal vooral zóó wezen, wanneer het toekennen van de toelagen niet meer zal afhangen van de overschotten der begrooting of van de meerdere of mindere ingenomenheid der ministers.

Wij achten dat, in dezelfde voorwaarden van zekerheid en bestendigheid, de ziekenkassen en de herverzekeringskassen nog spoediger zullen opbloeien dan de pensioenkas, en wel om eene heel eenvoudige reden: de gevallen, door de eerste verzekerd, zijn minder twijfelachtig, minder verre afgelegen, tastbaarder en meer algemeen dan dit van den ouden dag.

De ondervinding der naburige landen, zooals Duitschland, bewijst zulks en het vergt geen bewijs dat de menschen in 't algemeen en de werklieden in

(1) In de cijfers voor het jaar 1910 kunnen nog veranderingen komen, doch van weinig belang.

't bijzonder veel meer zijn blootgesteld aan ziekten en aan voorbarige invaliditeit dan aan den ouden dag. Volgens de jongste statistieken zijn er slechts 6 t. b. Belgen 65 jaar oud, terwijl er weinig te vinden zijn die, na eene lange loopbaan, er op mogen roemen nooit ziek te zijn geweest.

Wij aarzelen niet te zeggen dat het meest gewone en het meest te vreezen gevaar voor een werkman is de ziekte, namelijk de ziekte welke langer aansleept dan de tijd bepaald voor den onderstand verleend door eene alleenstaande of plaatselijke mutualiteit.

Wat verder den werkman bedreigt, is de algeheele of gedeeltelijke invaliditeit die hem komt treffen op 't oogenblik dat hij het werk zijner handen noodig heeft om zijn gezin te voeden. Aan zich zelven overgelaten, blijft er hem niets anders over dan zijne toevlucht te nemen tot de openbare en de private weldadigheid. Maar, indien hij op zijne baan eene herverzekeringkas heeft gevonden, die hem eene dagelijksche vergoeding uitbetaalt voor al den tijd dat zijne krankheden hem bijblijven, wat geluk is het niet voor hem, niet verplicht te wezen een bedelend hand uit te steken en zijn onderkomen slechts te danken te hebben aan zijn geest van voorzorg en van solidariteit!

Het gevaar van den ouden dag bekleedt dus slechts den derden rang, maar, zoo de wetgevers in alle landen zich dieper getroffen gevoelen door het lijden en de ontberingen der ouderlingen, dan is het omdat men dikwijls den ouden dag heeft verward met de voorbarige invaliditeit. 't Is omdat Duitschland die dwaling beging, dat dit land zijne lasten voor de maatschappelijke verzekeringen zoo verschrikkelijk ziet toenemen, zóódat het er ernstig aan denkt gansch zijn stelsel om te werken, en Engeland zal aan dezelfde gevolgen maar ontsnappen dank aan de door het Lagerhuis onlangs gestemde wet op de ziekte en de voorbarige invaliditeit, naar het voorstel van Minister Lloyd George.

Laat ons dan nut trekken uit de lessen, in den vreemde opgedaan, en eene ernstige inrichting geven aan den strijd tegen de gevaren der langdurige ziekten en der voorbarige invaliditeit. Het wetsvoorstel, dat ons is onderworpen, is een nieuwe stap, een nieuwe vooruitgang op die baan.

Het verhindert hoegenaamd geen betere oplossing in de toekomst, het versterkt wat reeds bestaat, schenkt vertrouwen en gerustheid aan de belanghebbenden en het verdient dan ook al onze aandacht. Het aannemen van dat voorstel zal een ernstige stap vooruit zijn en uitslagen opleveren, waarop wij eensdaags zullen mogen fier zijn.

ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN.

Dat onderzoek geschiedde op 19 Mei 1909.

1^e afdeling : Het ontwerp wordt met eenparige stemmen aangenomen.

2^e afdeling : Alhoewel hulde brengend aan het beginsel zelf van het wetsvoorstel, acht een lid dat het voorbarig en onvoorzichtig is, door eene wet te huldigen wat reeds bestaat.

Het voorstel wordt verworpen met 2 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

3^e afdeeling : Een lid maakt dezelfde opmerking als de reeds gemelde, met het oog op de gepastheid van het voorstel.

Aangenomen met 3 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

4^e afdeeling : Aangenomen met eenparige stemmen, zoo 't schijnt.

5^e afdeeling : Het meerendeel der leden acht dat het voorstel een groote stap vooruit is op het gebied van de maatschappelijke wetgeving. Een lid acht dat het onvoldoende is voor de voorbarige invaliditeit. Hij zou de verplichte verzekering willen met bijdrage van den werkgever.

Aangenomen met eenparige stemmen.

6^e afdeeling : Aangenomen met eenparige stemmen.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

In de Middenafdeeling verklaart zich een lid voor verplichte verzekering tegen ziekte en voorbarige invaliditeit.

Een lid acht dat de bonden van mutualiteiten, die de wettelijke erkenning bekwamen, enkel zouden moeten samengesteld zijn uit insgelijks erkende mutualiteiten, derwijze dat het mogelijk weze, het beheer dezer laatste na te gaan.

Eindelijk merkten leden der afdeeling aan, hoe betreurenswaardig het was dat de Bestendige Deputatie van Henegouw ertoe besloot, alle toelagen te weigeren aan de bonden welke onderstand verleenen aan zieken die slechts na hun 35^e jaar lid werden van eene mutualiteit, aangesloten bij een bond.

De Verslaggever,

LÉON GENDEBIEN.

De Voorzitter,

ALF. HARMIGNIE.

